



Organisation
Mondiale
de la Santé
Animale

World
Organisation
for Animal
Health

Organización
Mundial
de Sanidad
Animal

“Global Animal Health Initiative: The Way Forward”

par Bernard Vallat

Directeur Général

Organisation Mondiale de la Santé Animale OIE

Washington, D.C., le 9 octobre 2007

Madame la Vice Présidente, Monsieur le directeur général adjoint de la FAO, honorables participants.

Je suis également heureux et fier de vous accueillir pour cette conférence dans les locaux de la Banque Mondiale, symbole de l’engagement mondial pour le développement des pays pauvres. La solidarité internationale est en effet la clef de la résolution des problèmes que nous devons affronter ensemble.

La globalisation entraîne des mouvements de marchandises et des personnes sans précédent dans l’histoire de l’humanité. Les pathogènes animaux et humains et ceux qui sont communs à l’animal et à l’homme utilisent ces flux pour se propager et coloniser de nouveaux territoires, aidés en cela par des changements climatiques qui autorisent certains de leurs vecteurs à survivre dans des zones où ils étaient, il y a encore peu de temps, éliminés par les hivers « normaux ». C’est ce qui vient de se produire, il y a quelques semaines dans le Nord de l’Europe et au Royaume Uni avec le développement de la fièvre catarrhale ovine qui provoque des pertes économiques considérables aux filières ovine et bovine.

Ces brassages de pathogènes confèrent aussi des opportunités de croisements génétiques nouveaux qui augmentent les probabilités d’apparition de souches de plus en plus pathogènes et dangereuses. Le virus de la grippe aviaire existe probablement depuis des millénaires. C’est au début du 3^{ème} millénaire seulement qu’il a inventé une nouvelle souche asiatique de H5N1 hautement pathogène, capable de franchir 3 continents et de se maintenir ainsi longtemps dans les différents pays où il est devenu endémique.

Si nous voulons profiter des bénéfices de la globalisation, nous devons nous préparer à modifier nos politiques sanitaires pour prévenir et affronter ces risques nouveaux. Le mandat de notre organisation, l’O.I.E. qui nous a été donné par ses 170 pays membres est d’améliorer la santé animale dans l’ensemble du monde. Nous savons ce qu’il faut faire pour cela. Nous connaissons bien les liens entre l’amélioration de la santé animale et la réduction de la pauvreté, l’accès aux marchés internationaux d’animaux et de leurs produits dont certains sont aujourd’hui fermés à la moitié des pays du monde pour des raisons sanitaires,

l'amélioration de la santé publique par la lutte contre les zoonoses et la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale.

Nous savons que la prévention et le contrôle des maladies animales, qu'elles soient d'origine naturelle ou intentionnelle, reposent sur des réseaux efficaces de détection précoce car le coût du contrôle devient exponentiel quand la maladie n'est pas arrêtée immédiatement. Il repose aussi sur la notification rapide et la transparence afin de déclencher une réponse la plus rapide possible pour bloquer le pathogène là où il est apparu et l'éliminer par « stamping out » et désinfection.

L'efficacité de ces dispositifs de détection précoce et de réponse rapide a un intérêt pour toute la planète. Un seul pays défaillant met tout le monde en danger. Cette efficacité est liée à la bonne gouvernance des systèmes publics et privés de santé animale à la tête desquels se trouvent les services vétérinaires.

La bonne gouvernance s'appuie sur une législation nationale appropriée et sur les dispositifs permettant de la mettre en œuvre efficacement. Les investissements nécessaires pour cela doivent être considérés comme prioritaires. L'O.I.E. a mis au point, avec l'aide de l'IICA un outil d'évaluation de la gouvernance sanitaire vétérinaire, qui sera présenté pendant cette conférence. Cet outil servira à aider les pays à se situer par rapport aux normes internationales O.I.E. de qualité qu'ils ont démocratiquement adoptées, en analysant les écarts et en élaborant les dossiers d'investissement appropriés au niveau national et si nécessaire à l'attention des bailleurs de fonds.

Je me permettrai de lancer un appel pour que les 50 pays en développement qui ont souscrit à cette évaluation externe indépendante reçoivent les aides nécessaires lorsqu'ils le sollicitent.

Grâce à l'appui du DGF de la Banque Mondiale très apprécié par nos pays membres en développement ou développés et vite suivi par des bailleurs bilatéraux comme le Canada, La France, l'Australie, la Suisse et le Japon, nous avons pu constituer le Fonds Mondial de l'O.I.E. pour la santé et le bien être des animaux qui nous permet aujourd'hui de disposer des ressources nécessaires pour évaluer 70 pays, 105 pays ont été ciblé comme prioritaires.

Le DGF de la banque mondiale a également permis de financer les études qui vont être présentées par leurs auteurs pendant cette conférence et en discuter en détail. La première concerne l'estimation du coût des crises sanitaires versus coût de la surveillance en temps de paix, la seconde, le recours possible aux compagnies d'assurance pour alléger les pertes économiques liées aux désastres sanitaires et la troisième, la faisabilité d'un fonds d'urgence stabilisé pour aider les pays pauvres à faire face aux crises qui ne manqueront pas d'éclater.

Nous nous pencherons aussi sur les stratégies et mécanismes destinés à améliorer la prévention et la lutte contre les maladies animales et les zoonoses dans le monde, au renforcement de la bonne gouvernance, aux partenariats public-privé et à l'amélioration des capacités aux niveaux global, régional et national.

Nos pays membres attendent beaucoup de cette conférence car il apparaît que sans solidarité il sera impossible de contrôler efficacement les maladies animales dans notre monde.

Je vous remercie et vous souhaite une bonne conférence.